

Center Parcs, Minatec, STMicro, Arkema...

Ou l'emploi, mode de vie

(Avis aux intéressés pour servir à ce que de bon semblera)

1. Que l'emploi soit la version salariée du servage et de l'esclavage, c'est ce que savaient les hommes fiers et libres qui résistèrent quatre siècles à « *la roue de l'histoire* » ; à l'asservissement salarié dans l'organisation scientifique de la production, et bientôt de la vie. Quatre siècles de vagabondage de masse entre l'appropriation des communaux par la bourgeoisie et l'instauration de la tyrannie industrielle. On sait qu'il fallut les galères, le gibet, les « *workhouses* » et les travaux forcés pour réduire les masses vagabondes à l'usine et à l'emploi salarié. Quatre siècles de guerre de classes.

Du point de vue marxiste et progressiste, ces pendus, ces forçats, ces galériens sont des conservateurs qui s'efforçaient de garder « *la position perdue de l'artisan du Moyen Âge* » (cf. *Le Manifeste du Parti communiste*) Aussi choquant que cela puisse être pour la mentalité collectiviste – privée ou publique-, il semble, qu'autant que possible, chacun veuille être son propre maître et se suffire à lui-même, ne dépendre ni d'un supérieur ni d'une organisation. Il fallut la destruction de la base matérielle de cette indépendance (les communaux, la nature), et ces quatre siècles de dressage par la faim et la terreur, pour aboutir au salariat et former cette classe dont le parti du « *socialisme scientifique* », le parti de l'Etat et du « *service public* », s'arroge encore la direction. Pour les progressistes, ces vagabonds, mendiants, voleurs et briseurs de machines étaient – et sont toujours- des « *réactionnaires* ». Soit. Mais alors, quel mal y avait-il à *réagir* ? C'est seulement depuis qu'ils sont réduits à merci que l'on voit les gens du peuple « *se battre pour l'emploi* » et mendier au pouvoir les moyens de leur survie : salaires, allocations - et revenu universel pour les plus en pointe de nos techno-progressistes.

2. Depuis quelques années, une contestation des « Grands Projets Inutiles » tente de se structurer, de recruter et de se faire connaître, en France et à l'échelle européenne. L'original de cette contestation, c'est la splendide résistance des habitants du Val de Suse au ravage de leur vallée par la construction du TGV Lyon-Turin.¹ En France, l'opposition à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes menée par des paysans et des jeunes « zadistes » a permis aux Verts et au Parti de Gauche de harceler le gouvernement Ayrault dirigé par l'ancien maire de Nantes. L'intégrité des uns et l'opportunisme des autres ont aidé ce mouvement à tenir, à grandir. Et peut-être même à vaincre – quoique Manuel Valls, l'actuel Premier ministre, menace périodiquement de reprendre les travaux ; on verra bien.

Cette victoire avérée, la contestation « écolo-radical » remporterait donc sa troisième grande bataille en quarante ans, après l'abandon du camp militaire du Larzac et de la centrale nucléaire de Plogoff (1981). Ces trois victoires dont on s'est beaucoup félicité, sont à rapporter aux trente, aux trois cents, aux trois mille défaites subies dans le même temps. Peut-être vaudrait-il la peine de moins se féliciter et d'analyser davantage les raisons de ces victoires exceptionnelles. On ne perd pas sans motif l'équivalent d'un département de terre arable tous les quatre ans.

¹ Cf. *Un train peut en cacher un autre* (2006) sur www.piecesetmaindoeuvre.com

3. Le succès de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a suscité l'imitation. D'abord à Sivens, dans le Tarn, où une poignée d'activistes luttait contre l'édification d'un barrage sur le Tescou. Il ne semble pas que la population locale ait manifesté le même rejet de cette construction que celles du Val de Suse et du bocage nantais. Au contraire. Une réaction musclée menée par la FNSEA et les partis politiques, du FN au PS, a joint ses forces à la police pour combattre les zadistes. Le modèle « Zone à défendre » - occupation des lieux, retranchements, résistance physique - n'est pas mécaniquement transposable. Si l'on pose un rapport de forces, encore faut-il avoir les forces pour le tenir, ou les gagner en ralliant le gros de la population. Mais bien sûr, le milieu est parfois si hostile qu'on ne peut ni l'un, ni l'autre. En ce cas le décret de ZAD par les opposants ne défendra rien d'autre que la promotion d'un label. Des ZAD, oui, mais pas « partout ».

4. L'improbable hypothèse suivant laquelle des activistes pourraient (et voudraient) imposer leur occupation à une population plutôt hostile soulève un problème politique. Nombre d'entre eux se réclament de la démocratie directe, d'une sensibilité anti-autoritaire, libertaire et parfois non-violente. Ils ne peuvent donc, sans contradiction, pratiquer ce qu'ils reprochent à l'Etat et aux « milices ». La question devient alors : comment se lier à la population ? Comment entrer en relation avec elle pour créer les conditions de cette démocratie directe et libertaire dont les ZAD sont censées présenter l'embryon et « le village témoin » ? Comment isoler le noyau d'ennemis irréductibles (politicards et patrons de la chambre de commerce et d'industrie), transformer les adversaires en indifférents, les indifférents en curieux, en sympathisants, etc. ? D'abord en refusant les mots trompeurs qui créent et soudent des « blocs » abstraits, anonymes et antagonistes ; les « pro » et les « anti ». En nouant des rapports concrets, personnels avec toutes sortes de personnes concrètes, particulières. En écoutant beaucoup avant de parler peu. Bref en n'apparaissant pas comme des guerriers ou des missionnaires chez les arriérés, en territoire à libérer. En disparaissant dans la population plutôt qu'en paraissant face à elle. Mais il est vrai que certains activistes se disant « anarchistes » ou « radicaux » sont d'un autre avis ; proclament hautement leur mépris de « la démocratie » ; leur foi dans « la légitime défense » et l'efficacité du rapport de forces.

5. C'est la mort de Rémi Fraisse, jeune pacifiste naturaliste, dans les affrontements autour d'une clôture déserte qui a entraîné la suspension de la construction du barrage de Sivens, les tractations acharnées pour négocier et réduire la taille de ce barrage. Cette mort, après les grands rassemblements de Notre-Dame-des Landes, a assuré le triomphe médiatique des ZAD et des zadistes, et déclenché une épidémie d'analyses parmi les penseurs, philosophes, sociologues, etc. Leur plus-value est discutable. On voit bien comment la cause sert leur publicité ; on voit moins comment leur publicité sert la cause. C'est le sempiternel afflux des résistants de la dernière heure, le moment où l'on cesse de penser pour répéter le mot à la mode : « *Des ZAD partout !* »

6. C'est le moment où des opposants au Center Parcs de Roybon, dont des vétérans de Nantes et Sivens, créent la ZAD des Chambaran et bloquent le chantier du Center Parcs. Pour le rappel des faits, lisez *Chambard dans les Chambaran*, le livre d'Henri Mora publié au Monde à l'envers et en épisodes sur Pièces et main d'œuvre. Depuis 2007, des opposants locaux dénoncent le projet de construction d'un « village » de 1000 cottages par le groupe Pierre & Vacances ; avec une bulle aquatique chauffée à 29° toute l'année, en lieu et place du bois des Avenières, bradé 30 centimes du m2 par l'ancien maire de Roybon. Malgré les recours administratifs, les conclusions négatives de l'enquête publique, l'opposition des Pêcheurs de la Drôme parmi d'autres associations, le préfet de l'Isère autorise les travaux de déforestation. C'est dire que si les zadistes sont des parachutistes, ils tombent pile. L'opinion de la presse et de la population est indécise, encore sous l'émotion de la mort de Rémi Fraisse. Les reportages des médias locaux et nationaux font dans la juste mesure, voire dans le soutien. Des habitants, des chasseurs, rendent d'amicales visites aux zadistes. L'ambiance se durcit avec la mobilisation des politiciens et des patrons locaux. *Isère Magazine*, le

mensuel du Conseil général, publie en novembre 2014 un dossier intitulé « *La vérité sur Center Parcs* ». On y apprend que non seulement l'abattage des Avenières est excellent pour la faune, la flore et les eaux du bois, mais surtout qu'il y a « 700 créations d'emplois à la clé ». « *La construction du Center Parcs prendra deux ans et nécessitera déjà 1500 emplois dans tous les corps de métier du bâtiment. Pierre & Vacances s'engage à privilégier les entrepreneurs locaux comme il l'a fait en Moselle (70 % des entreprises venaient de moins de 150 kms). Ensuite dès son ouverture, Center Parcs va créer 700 emplois à l'année, 8 emplois sur 10 seront en CDI (ce qui est rare dans le secteur du tourisme, très marqué par la saisonnalité). 60 % de ces emplois seront à temps plein et non délocalisables. Et les emplois à temps partiel répondent ainsi à un vrai besoin dans ce secteur rural où l'on dénombre actuellement 17 000 demandeurs d'emploi. Aux 700 emplois directs s'ajouteront 140 emplois chez des fournisseurs et sous-traitants, comme on le constate dans les autres villages du groupe.* »

7. Certains croient bon de chicaner la quantité et la qualité de ces emplois promis. Arguments pervers. C'est ainsi admettre que la paie étant bonne et le poste pérenne, il n'y aurait pas lieu de refuser l'emploi. Faire de l'offre d'emploi une proposition qu'on ne peut pas refuser – vu la situation, le secteur, etc. - c'est aussi admettre que n'importe quel emploi vaut mieux que pas d'emploi. C'est d'ailleurs ce que disent les politiciens, les patrons, la presse et finalement le peuple des « demandeurs d'emplois » qui bascule dans le soutien au projet de Center Parcs et l'opposition aux zadistes. On peut discuter de la situation réelle de l'emploi dans les Chambaran par rapport à tel autre secteur ou quartier populaire, ce qui est indiscutable ici comme ailleurs, c'est son usage idéologique en tant qu'*ultima ratio* économique, sociale et politique. L'emploi n'a pas d'odeur. L'emploi, c'est bon pour la flexibilité. L'emploi justifie les renoncements, les indignités, tous les nihilismes. Il justifie qu'on travaille pour le nucléaire, l'armement et dans de nombreux secteurs plus nocifs les uns que les autres. Nocifs pour ceux qui y travaillent. Nocifs pour ceux qui subissent les conséquences de leur travail. Ainsi voit-on des « anarchistes » défendre l'emploi chez Caterpillar (les engins de chantier) ; des syndicalistes et un journaliste de *Là-bas si j'y suis* (une émission du Front de gauche sur *France-Inter*), défendre les emplois chez Arkema, la fabrique du PVC et des cancers du foie.² Alzheimers précoces ? Encore une « maladie de civilisation ». Il n'y a pourtant pas si longtemps qu'on entendait nombre de ces gens scander « *Flics, chercheurs, ou militaires !... Qu'est-ce qu'on ne ferait pas, pour un salaire !* »

8. Autre grief des opposants envers le Conseil général de l'Isère, « *il va subventionner ce projet privé à hauteur d'au moins 15 millions (...)* C'est-à-dire que nos impôts sont détournés à des fins privées aux dépens des missions sociales de solidarité. » Est-ce à dire qu'« un autre Center Parcs est possible » ? Un Center Parcs public ? On s'étonne de ce reproche de la part de certains qu'on a connus moins sourcilieux sur les subventions publiques aux entreprises privées. Il est vrai qu'ils y travaillaient. Crolles 2, l'usine à puces électroniques de STMicro & cie, dans le Grésivaudan, inaugurée par Chirac en 2003, a coûté 543 millions de nos impôts « *aux dépens des missions sociales de solidarité* ». Crolles 1, Crolles 2, toute la zone *high tech* et résidentielle alentour ont ravagé d'excellentes terres agricoles et l'un des plus beaux paysages de France au profit d'activités polluantes, toxiques, accaparant l'eau de Belledonne pour produire des puces RFID et des téléphones portables.³ L'argument de l'emploi, de la taxe professionnelle, des « retombées économiques », de la croissance, etc. justifiait déjà les aides publiques. Droite et gauche soutenaient ces « *investissements* » avec enthousiasme. L'Ades et les Verts murmuraient le plus bas possible, de façon à n'être pas entendus, les plus timides admonestations possibles sur le

² Cf. *Métro, boulot, chimio. Débats autour du cancer industriel*, Collectif (éditions Le Monde à l'envers, 2012)

³ Cf. sur www.piecesetmaindoeuvre.com : *In their own words, le parallèle entre le Grésivaudan et la Silicon Valley par ceux-là mêmes qui l'ont commis* (2003) ; *STNécro à la pointe de la lutte contre l'environnement* (2005) ; *Pour en finir avec Crolles2* (2007) ; *Grenoble, high tech : le chantage à l'emploi*

financement public des entreprises privées. L'hypocrisie perdure d'après *Le Postillon* (n°30, avril-mai 2015), qui rapporte comment les élus Verts, Catherine Brette et Olivier Bertrand ont voté l'augmentation de la subvention du Conseil général de l'Isère en faveur du plan Nano 2017, de 25 à 28 M€, sans en dire un mot dans les pages de leur journal, *L'Echo Vert*, consacrées au « *positionnement du groupe EELV lors du vote du budget de 2015* ». Cet Olivier Bertrand a d'ailleurs entamé sa carrière d' élu en 2004, en prenant le siège du socialiste Jean-Paul Giraud. C'était l'effet du mouvement d'occupation des arbres du Parc Paul Mistral, promis à l'abattage pour construire un stade de foot à 20 000 places et 73 M€. C'est vieux tout ça. On ne disait pas ZAD, mais TAZ (Zone d'Autonomie Temporaire). Belle lutte, beaucoup de bruit, beaucoup de pathos et à la fin, on perd. Mais ne soyons pas négatif : pour 100 arbres qui tombent, une pousse Verte se dresse ! Quand les forêts de l'Isère auront été rasées, nous aurons le département le plus écologique de France !

9. C'est à l'analyse concrète de la technopole concrète, Grenoble et sa cuvette, que nous nous sommes livrés depuis quinze ans ; aux ravages du techno-capitalisme sur le territoire et ses habitants, avant d'en tirer quelques idées générales. À part la candidature de Grenoble aux J.O d'hiver, en 2009-10, les projets que nous avons combattus ont vu le jour : Biopolis, Minatec, Giant, Clinatex, etc. La vaste majorité des technopolitains soutient ces projets « *qui sont bons pour l'emploi et la croissance* ». Nous sommes intervenus par surprise dans une réunion de syndicalistes de STMicroelectronics qui protestaient contre la délocalisation à Singapour de leur usine de Rennes. Nous avons rappelé que leur emploi, leur production de puces électroniques, servait à supprimer plein d'autres emplois. Ceux des caissières de supermarché par exemple. Nous avons été dénoncés en tant que luddites, et pris à partie par un certain Marc, trotskyste du NPA et délégué CGT. Ce même Marc qui s'exprime dans le numéro de *Fakir* consacré à l'apologie du *Biol'chevisme*. « *Emploi contre environnement refusez le chantage !* » et qui déplore « *On loupe de bons militants qui nous perçoivent comme étant dans l'autre camp, des productivistes comme avant.* » (*Fakir* n°69, avril-mai 2015). Est-ce pour récupérer « *de bons militants* » que Marc participe au mouvement contre le Center Parcs de Roybon ?

10. On ne peut avoir le beurre de l'emploi et l'argent de l'environnement. Si les militants progressistes, le parti de l'Etat et du service public, veulent « *faire tourner en arrière la roue de l'histoire* » et retrouver « *la position perdue de l'artisan du Moyen Âge* », qu'ils fassent leur autocritique. Seule la sortie de l'emploi, l'indépendance matérielle, permettra au peuple de retrouver son autonomie et sa liberté d'action.

11. Si les activistes anti-industriels veulent être pris au sérieux par ces gens de bonne foi, excités contre eux par les patrons et les politicards, ils doivent répondre aux questions qui surgissent dès qu'on arrive à parler avec ceux qui leur bloquent les voies d'accès à la ZAD. « *De quoi vous vivez, vous ?... Et comment on fait alors ?* » C'est-à-dire, comment gagnez-vous votre vie, vous qui nous interdisez de toucher l'argent sale de Center Parcs, de l'industrie et des *high tech* ? Et quelle société, quel mode de vie et de production proposez-vous, si vous refusez le capitalisme, étatique ou privé ? C'est là qu'il faut beaucoup écouter et moins parler, si l'on veut élaborer des idées et des aspirations communes. Rien n'est moins sûr, mais rien n'est possible autrement.

12. Le techno-capitalisme « *dépasse* » à sa façon la contradiction entre l'emploi et l'environnement. L'anthropologue anarchiste David Graeber, dans son article fameux sur les « *bullshit jobs* »,⁴ souligne l'effondrement de l'emploi productif (industrie, agriculture), au XX^e siècle, sous l'impact du machinisme. La proportion des employés aux USA, bondissant d'un quart à trois-quarts des salariés, notamment dans le commerce, l'administration, les affaires, etc.

⁴ <http://strikemag.org/bullshit-jobs/>

Cependant le taux d'utilité des « nouveaux métiers », graphiste, *webmaster*, livreur de pizza, décroît sans cesse, tandis que les robots, les logiciels, l'automatisation détruisent maintenant les emplois du secteur tertiaire (guichets, comptabilité, secrétariat), y compris dans les domaines où l'on croyait l'humain indispensable (enseignement, journalisme, santé).

Le mouvement d'exode rural, des campagnes vers les métropoles, et de création d'un prolétariat misérable se poursuit au XXI^e siècle dans les « pays émergents », et du Sud vers le Nord, mais s'accompagne - y compris dans ces « ateliers du monde » - d'un mouvement parallèle de liquidation de la main d'œuvre humaine dont le rapport coût/qualité est toujours moins compétitif.

13. Aux progressistes qui disaient « *nos vies valent plus que leurs profits* », nous avons coutume de répondre : « *nos vies valent plus que nos emplois* ». Cependant, le mouvement de déshumanisation qui a éliminé l'homme de la production l'élimine maintenant de sa propre reproduction.⁵ Tel un cancer en voie terminale, l'emballement technologique vampirise et bouleverse nos vies, nos villes, nos corps, nos rapports avec les autres et avec nous-mêmes, désormais impossibles sans la médiation des machines. Avec leur intrusion dans le for intérieur (implants cérébraux), nous voilà chassés de notre ultime refuge.

14. Ce n'est pas « *la force des choses* », cependant, qui travaille à *L'obsolescence de l'homme* (Anders), mais des hommes qui éliminent d'autres hommes. La classe technocratique n'a plus besoin du reste de l'humanité, fardeau inutile sur une terre surpeuplée. Elle se suffit à elle-même, en symbiose avec le système machinal piloté par cybernétique, dans un monde artificiel telle la bulle tropicale du Center Parcs de Roybon. L'élite technocratique se consacre désormais ouvertement à son projet eugéniste de fabrication d'une race supérieure d'hommes-machines⁶ ; et les plus progressistes vont être contraints au choix radical de réagir pour défendre leur humanité et celle de leur espèce - ou d'acquiescer tacitement, veulement, en évitant surtout d'y penser, à leur disparition ou à leur déshumanisation.

Mais on y reviendra.

Pièces et main d'œuvre
30 avril 2015

⁵ Cf. *La Reproduction artificielle de l'humain*, Alexis Escudero (Ed. Le Monde à l'envers, 2014)

⁶ Cf. *L'immatériel*, André Gorz (Galilée, 2003)